



**SECTION de la VENDÉE**

**DECLARATION LIMINAIRE**

**COMITE TECHNIQUE LOCAL  
du 06/01/2022**



M. Le Président,

1506 : c'est le chiffre des suppressions d'emplois 2022 à la DGFIP confirmé au Comité technique de réseau du 7 décembre dernier.

F.O.-DGFIP a refusé de cautionner par sa présence la poursuite d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom. Mais cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée n'en est pas moins insupportable pour les agents et lourde de conséquence pour l'exercice quotidien des missions.

20 745 emplois supprimés depuis 2012 ! On cherchera en vain l'équivalent d'un tel traitement dans le secteur privé ou une poignée d'emplois supprimés déclenche légitimement une émotion largement médiatisée.

La DGFIP aura supporté, à elle seule, sur le quinquennat qui s'achève, pratiquement 7 fois plus de suppressions d'emplois que l'ensemble de la fonction publique d'Etat. Cette exemplarité que plus personne ne suit est absurde dans une administration aussi rentable socialement qu'économiquement.

La poursuite de cette politique finira un jour par jouer des tours au pays tout entier, aux citoyens, aux territoires, à la cohésion sociale, au consentement à l'impôt, à l'égalité bref, à la République. Car on l'oublie trop souvent, la DGFIP, 2ème administration civile de l'Etat, souvent réduite à ses missions les plus visibles, les plus médiatisées est une des dernières administrations du coin de la rue quand tant d'autres sont parties depuis bien longtemps.

De la facture de crèche aux successions, elle accompagne nos concitoyens à chacune des étapes de leur vie et finance par son activité et grâce à l'engagement et la conscience professionnelle de ses agents l'ensemble des politiques publiques.

Elle constitue enfin l'ossature financière de l'Etat. C'est sans doute pour cela qu'on lui en veut. Ce sont les agents qui sont exemplaires ! Et exemplaires, ils ont une nouvelle fois démontré qu'ils l'étaient en accompagnant hôpitaux et collectivités et en soutenant les secteurs économiques en difficulté dans cette crise sanitaire qui n'en finit plus.

Les personnels continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse. Ainsi le volume des heures écrêtées et des congés non pris dépasse chaque année le volume des suppressions d'emplois !

Au jour le jour, partout sur le territoire, ils déploient des trésors d'ingéniosité et de dévouement pour continuer à exercer des missions de service public auxquelles ils sont inconditionnellement attachés. Mais ils sont désormais, dans tous les services, fatigués, démotivés et souffrent de l'absence de reconnaissance. Pour l'instant, cette douleur-là est muette, comme le sont souvent les plus sourdes, mais jusqu'à quand ? L'affaire France Telecom et son machiavélique plan social devraient pourtant vous effrayer ou à minima vous alerter, tellement les similitudes sont grandes : restructurations massives, déplacement de personnels subis, changement de missions à marche forcée, mal-être, souffrance au travail...

Les agents des finances publiques sont particulièrement attachés au service public, à ses valeurs et témoignent d'un investissement exceptionnel et d'une conscience professionnelle hors normes qui expliquent en partie le maintien de la performance mesurée par les indicateurs. Mais jusqu'à quand ? La DGFIP est bien davantage qu'un réservoir à économies, elle est un service public avant tout !

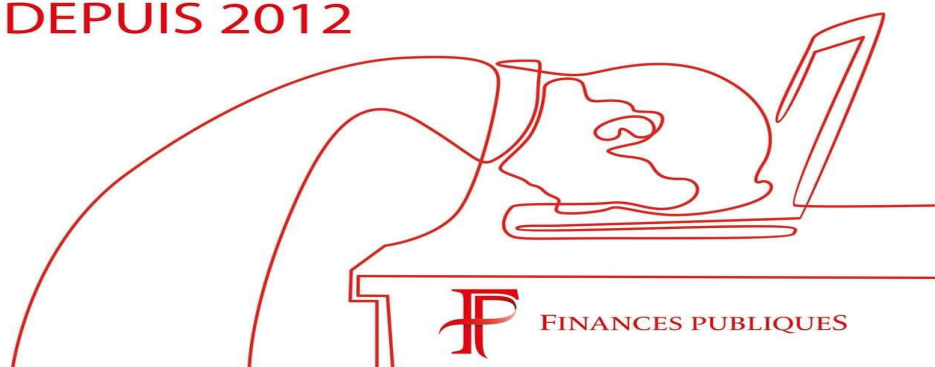
Les agents des finances publiques en ont marre d'être exemplaires ! Monsieur Le Président, laissez-nous nos missions et nos emplois !



**SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**

**#ON NE  
S'HABITUE  
PAS !**

**20 745 EMPLOIS  
SUPPRIMÉS  
DEPUIS 2012**



**LAISSEZ-NOUS  
NOS MISSIONS**

**RENDEZ-NOUS NOS EMPLOIS**